

Affaires courantes

appui suffisant pour qu'elle puisse remplir son mandat en matière de services voyageurs.

M. Dan Heap (Trinity—Spadina): Monsieur le Président, j'ai une pétitions de citoyens de Toronto, Hamilton, Stratford, Kitchener, Stoney Creek, Sudbury, London, St. Thomas, Etobicoke, Ingersol, Woodstock, Windsor, Oakville, Wheatley, Leamington, Wallenburg et d'endroits situés plus à l'ouest, qui demandent au gouvernement de ne pas faire disparaître VIA Rail, de moderniser son matériel et d'établir un service de trains à grande vitesse entre Montréal et Windsor. Et les pétitionnaires ne cesseront de prier.

LE PROJET DE TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Jack Iyerak Anawak (Nunatsiaq):

[*Note de l'éditeur: Le député a parlé en inuktitut.*]

J'ai l'honneur de présenter, conformément à l'article 36 du Règlement, une pétition de citoyens de Clyde River qui protestent contre le projet de TPS que le député de Mississauga—Sud qualifie si éloquemment de pillage et de saccage.

L'EXTRADITION

M. Scott Thorkelson (Edmonton—Strathcona): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter aujourd'hui, conformément à l'article 36 du Règlement, 2 279 signatures de gens qui demandent que l'on écourte les procédures d'extradition. Ce chiffre porte à beaucoup plus de 10 000 le nombre de signatures que j'ai présentées à la Chambre, ce qui fait au total presque 100 000 personnes au Canada qui demandent la même chose.

LE PROJET DE TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, je voudrais présenter une pétition signée par 300 citoyens de la belle circonscription de Glengarry—Prescott—Russell, qui viennent en particulier des magnifiques localités de Wendover, Rockland, St-Pascal et d'autres beaux endroits de ma circonscription. Les pétitionnaires s'opposent à la TPS, la taxe des pleurs et des souffrances, qui sera imposée à mes électeurs, selon la récente proposition du gouvernement conservateur. Ils soulignent que la TPS est inacceptable.

LE SECTEUR LAITIER

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, je veux aussi présenter une pétition au nom des producteurs laitiers de ma circonscription qui s'inquiètent beaucoup du fait que le gouverne-

ment défende mollement le point de vue des producteurs laitiers du Canada devant le GATT.

LES DROITS DES ENFANTS À NAÎTRE

M. Ross Belsher (secrétaire parlementaire du ministre des Transports): Monsieur le Président, c'est mon honneur et mon devoir de présenter, au nom de plusieurs centaines d'habitants de la Colombie-Britannique, deux groupes de pétitions. Les pétitionnaires demandent au gouvernement et au Parlement de rédiger et d'adopter une loi qui protège la vie à partir du moment de la conception et qui vise à protéger la vie de la mère et de l'enfant et je les appuie de tout coeur.

LA COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ

M. Len Taylor (The Battlefords—Meadow Lake): Monsieur le Président, je suis heureux de présenter aujourd'hui une pétition, certifiée correcte par le greffier des pétitions, de la part d'un certain nombre d'habitants de Luseland, Strasbourg et Weyburn, en Saskatchewan. Les signataires protestent contre le fait qu'on a retiré à la Commission canadienne du blé la compétence sur la commercialisation de l'avoine. Ils demandent au gouvernement de ne pas lui en retirer la compétence et de faire entrer l'avoine et l'orge dans le cadre de la Loi sur Commission canadienne du blé de sorte qu'à l'avenir les agriculteurs et leurs organismes soient consultés avant qu'on apporte des changements à la commercialisation de ces produits.

LE PROJET DE TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Rey Pagtakhan (Winnipeg—Nord): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de prendre la parole pour présenter cinq pétitions signées par plus de 150 habitants de la circonscription de Winnipeg—Nord. Ils estiment que la taxe sur les produits et services va vraiment les accabler et les exploiter. Ils prient donc le Parlement de rejeter le projet de taxe sur les produits et services.

• (1250)

LES PÊCHES

Mme Catherine Callbeck (Malpègue): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter aujourd'hui une pétition signée par de nombreux électeurs de ma circonscription. Ces gens savent que les pêches de l'Atlantique sont en crise, que le moyen d'existence de dizaines de milliers de pêcheurs et de travailleurs de conserverie est menacé, et que toute l'industrie de la pêche est en danger.

Ces électeurs demandent au Parlement qu'il presse le gouvernement d'étendre sa juridiction jusqu'au bord du